

Considérant qu'il est nécessaire de rendre ces dispositifs de sécurité conformes à l'arrêté royal du 11 juillet 2011 mentionné ci-dessus, en tenant compte des caractéristiques de la circulation routière et ferroviaire ainsi que de la visibilité du passage à niveau visé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le passage à niveau n° 146 sur la ligne ferroviaire n° 162, tronçon Libramont-Arlon, situé à Habay, à la hauteur de la borne kilométrique 180.667, est équipé des dispositifs de sécurité visés à l'article 3, 1°, le signal routier A47, et 2° a), de l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées.

Art. 2. Le même passage à niveau est en plus équipé des dispositifs de sécurité visés à l'article 4, 1° b), 3° et 6° du même arrêté royal :

- 1) un système à fermeture partielle, de part et d'autre du passage à niveau;
- 2) un signal sonore, de part et d'autre du passage à niveau;
- 3) sur chaque signal routier A47, un signal lumineux de circulation d'autorisation de passage.

Art. 3. L'arrêté ministériel n° A/99131/162 du 22 février 2000 est abrogé en ce qui concerne les dispositions relatives au passage à niveau n° 146.

Bruxelles, le 9 février 2017.

F. BELLOT

Overwegende dat het noodzakelijk is deze veiligheidsinrichtingen in overeenstemming te brengen met het bovengenoemde koninklijk besluit van 11 juli 2011, rekening houdend met de kenmerkende eigenschappen van het weg- en spoorverkeer en met de zichtbaarheid van bedoelde overweg,

Besluit :

Artikel 1. De overweg nr. 146 op de spoorlijn nr. 162, baanvak Libramont-Aarlen, gelegen te Habay, ter hoogte van de kilometerpaal 180.667, wordt uitgerust met de veiligheidsinrichtingen voorzien in artikel 3, 1°, het verkeersbord A47, en 2° a), van het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen.

Art. 2. Dezelfde overweg wordt bijkomend uitgerust met de veiligheidsinrichtingen bedoeld in artikel 4, 1° b), 3° en 6° van hetzelfde koninklijk besluit :

- 1) een systeem met gedeeltelijke afsluiting, aan weerszijden van de overweg;
- 2) een geluidsein, aan weerszijden van de overweg;
- 3) op elk verkeersbord A47, een verkeerslicht dat de overgang toestaat.

Art. 3. Het ministerieel besluit nr. A/99131/162 van 22 februari 2000 wordt opgeheven voor wat betreft de bepalingen aangaande overweg nr. 146.

Brussel, 9 februari 2017.

F. BELLOT

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2017/10230]

13 FEVRIER 2017. — Arrêté royal fixant les rétributions du service Registre naval belge

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires, article 3;

Vu la loi du 25 décembre 2016 portant transfert de l'enregistrement des navires et de la conservation des hypothèques maritimes, article 2, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 4 avril 1996 relatif à l'enregistrement des navires et l'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires;

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 2016 fixant les rétributions pour l'exécution des formalités hypothécaires et pour la délivrance des copies et des certificats;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 septembre 2016;

Vu l'avis 60.648/4 du Conseil d'État, donné le 10 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique, du Ministre de la Mobilité et du Secrétaire d'État à la Mer du Nord,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les rétributions dues au Registre naval belge sont fixées comme suit :

- 1° pour chaque formalité opérée au registre des navires ou au registre d'immatriculation des bateaux de navigation intérieure : 34 EUR;

La rétribution est exigible par le fait du dépôt, lorsque l'inscription est retardée en raison du défaut d'enregistrement ou d'immatriculation;

- 2° pour chaque formalité opérée au registre des affrètements à coque nue : 34 EUR;

- 3° pour l'inscription d'un navire dans le registre des affrètements à coque nue : 1.400 EUR à multiplier par le nombre d'années de la durée d'affrètement à coque nue; si la durée d'affrètement à coque nue comporte une fraction d'une année, cette fraction est comptée pour une année entière;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2017/10230]

13 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de retributies van de dienst Belgisch Scheepsregister

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 21 december 1990 betreffende de registratie van zeeschepen, artikel 3;

Gelet op de wet van 25 december 2016 houdende overdracht van de scheepsregistratie en scheepshypotheekbewaring, artikel 2, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 april 1996 betreffende de registratie van zeeschepen en het in werking treden van de wet van 21 december 1990 betreffende de registratie van zeeschepen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 2016 tot vaststelling van de retributies voor de uitvoering van de hypothecaire formaliteiten en voor de aflevering van de afschriften en getuigschriften;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2016;

Gelet op advies 60.648/4 van de Raad van State, gegeven op 10 januari 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid, de Minister van Mobiliteit en de Staatssecretaris voor Noordzee,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De aan het Belgisch Scheepsregister verschuldigde retributies zijn als volgt vastgesteld :

- 1° voor elke in het register der zeeschepen of in het register van teboekstelling der binnenschepen gedane formaliteit : 34 EUR;

De retributie is verschuldigd door het feit van de neerlegging wanneer de inschrijving vertraagd wordt door het gebrek aan registratie of teboekstelling;

- 2° voor elke in het rompbevrachtingsregister gedane formaliteit : 34 EUR;

- 3° voor de inschrijving van een zeeschip in het rompbevrachtingsregister : 1.400 EUR, te vermenigvuldigen met het aantal jaren van de rompbevrachtingsduur; indien de rompbevrachtingsduur een deel van een jaar bevat, wordt dit deel voor een volledig jaar aangezien;

- 4° pour chaque copie ou extrait d'un registre visé au 1° ou au 2° : 34 EUR;
- 5° pour tout certificat de radiation d'immatriculation, d'enregistrement ou d'inscription au registre des affrètements à coque nue : 34 EUR;
- 6° pour tout certificat négatif : 34 EUR;
- 7° a) pour l'inscription et, le cas échéant, pour le renouvellement d'inscription des actes renfermant une convention prévue par l'article 8 de la loi du 21 août 1879 contenant le livre II du Code de commerce (Navigation maritime et navigation intérieure) : 0,70 EUR par 1.000 EUR sans que la rétribution puisse être inférieure à 34 EUR;
- b) pour la radiation des inscriptions hypothécaires : 0,014 euro par 1.000 EUR, sans que la rétribution puisse être inférieure à 34 EUR;
- c) la rétribution prévue aux premier et deuxième alinéas est calculée sur le montant des sommes exprimées ou à estimer comme étant le prix ou la valeur des navires ou bateaux, ou sur le montant du droit réel à inscrire ou à éteindre, à l'exclusion des trois années d'intérêts visées à l'article 87 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851. Elle n'est due qu'une seule fois, quel que soit le nombre de navires ou de bateaux faisant l'objet de la convention;
- d) aucune autre rétribution que la rétribution minimum prévue au premier alinéa n'est due pour l'inscription des actes de cession d'hypothèque;

Art. 2. Le Registre naval belge est tenu de délivrer les certificats, copies ou extraits visés à l'article 45 de la loi du 21 août 1879 contenant le livre II du Code de commerce (Navigation maritime et navigation intérieure) dans l'ordre de réception des demandes.

Art. 3. Les montants des rétributions visées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont adaptés chaque année à l'indice santé selon la formule suivante : le montant de base tel que fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice santé du mois de novembre de l'année précédant l'année au cours de laquelle le montant de la rétribution sera adapté. L'indice de départ est l'indice santé du mois de novembre 2016. Le résultat obtenu est arrondi à l'euro supérieur si la partie décimale est égale ou supérieure à cinquante cents. Elle l'est à l'euro inférieur si cette partie est inférieure à cinquante cents.

Les montants des rétributions fixées dans le présent arrêté, sont dus par le demandeur qui est responsable pour leur paiement.

Les montants des rétributions sont à payer suivant les instructions mentionnées sur l'invitation à payer.

Les demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, doivent être complétées conformément aux règles applicables au moment où elles ont été lancées.

Art. 4. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 4 avril 1996 relatif à l'enregistrement des navires et l'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux 3° et 4°, les mots « l'Administration des Affaires maritimes et de la Navigation » sont remplacés par les mots « la Direction générale Navigation »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« « Registre naval belge » : le service visé à l'article 2 de la loi du 25 décembre 2016 portant transfert de l'enregistrement des navires et de la conservation des hypothèques maritimes » :

Art. 5. Dans le même arrêté, les mots « le conservateur » sont chaque fois remplacés par les mots « Registre naval belge ».

4° voor elk afschrift of uittreksel van een onder 1° of 2° bedoeld register : 34 EUR;

5° voor elk certificaat van doorhaling van teboekstelling, van registratie of van inschrijving in het rompbevrachtingsregister : 34 EUR

6° voor elk ontkennend certificaat : 34 EUR;

7° a) voor de inschrijving en, desgevallend, voor de vernieuwing van inschrijving van de akten houdende een bij artikel 8 van de wet van 21 augustus 1879 houdende boek II van het Wetboek van Koophandel (Zeevaart en binnenvaart) bedoelde overeenkomst : 0,70 EUR per 1.000 EUR zonder dat de retributie minder mag bedragen dan 34 EUR;

b) voor de doorhaling van hypothecaire inschrijvingen zoals bedoeld onder a) : 0,14 EUR per 1.000 EUR, zonder dat de retributie minder mag bedragen dan 34 EUR;

c) de in het eerste en tweede lid bepaalde retributie wordt berekend op het bedrag van de sommen uitgedrukt of te schatten als zijnde de prijs of de waarde van de schepen of boten of op het bedrag van het in te schrijven of te niet te doen zakelijk recht, met uitsluiting van de drie jaren interest bedoeld in artikel 87 van de hypotheekwet van 16 december 1851. Ze is slechts éénmaal verschuldigd, ongeacht het aantal schepen of boten die het voorwerp van de overeenkomst uitmaken;

d) geen andere retributie dan de in het eerste lid vermelde minimumretributie is verschuldigd voor de inschrijving van akten van overdracht van hypotheek;

Art. 2. Het Belgisch Scheepsregister is ertoe gehouden de getuig-schriften, afschriften en uittreksels bedoeld in artikel 45 van de wet van 21 augustus 1879 houdende boek II van het Wetboek van koophandel (Zeevaart en binnenvaart) te verstrekken in de volgorde van de ontvangst van de aanvragen.

Art. 3. De bedragen van de retributies vastgesteld bij artikel 1 van dit besluit worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de gezondheidsindex op basis van de volgende formule : het basisbedrag zoals vastgesteld in artikel 1 van dit besluit vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer. Het nieuwe indexcijfer is het indexcijfer van de gezondheidsindex van de maand november van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin het bedrag van de retributie wordt aangepast. Het aanvangsindexcijfer is het indexcijfer van de gezondheidsindex van november 2016. Het verkregen resultaat wordt afgerond naar boven op de euro als het decimale gedeelte gelijk aan of meer dan vijftig cent is. Het wordt naar onder op de euro afgerond als dit gedeelte minder is dan vijftig cent.

De bedragen van de retributies vastgesteld in dit besluit, zijn verschuldigd door de aanvrager, die verantwoordelijk is voor hun betaling.

De bedragen van de retributies dienen betaald te worden overeenkomstig de instructies vermeld op het verzoek tot betaling.

Aanvragen die reeds ingediend zijn voor de datum van inwerking-treding van dit besluit worden afgewerkt in overeenstemming met de regels die van toepassing waren op het ogenblik dat ze werden opgestart.

Art. 4. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 april 1996 betreffende de registratie van zeeschepen en het in werking treden van de wet van 21 december 1990 betreffende de registratie van zeeschepen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 3° en 4° worden de woorden "Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart" vervangen door de woorden "Directoraat-generaal Scheepvaart";

2° de bepaling onder 5° wordt vervangen als volgt :

""Belgisch Scheepsregister" : de dienst zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 25 december 2016 houdende overdracht van de scheepsregistratie en scheepshypotheekbewaring;"

Art. 5. In hetzelfde besluit worden de woorden "de bewaarder", telkenmale vervangen door de woorden "het Belgisch scheepsregister".

Art. 6. Dans le même arrêté, les mots « de la conservation des hypothèques maritimes et fluviale » sont chaque fois remplacés par les mots « du Registre naval belge ».

Art. 7. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « à Anvers » sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 30, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « à Anvers » sont abrogés.

Art. 9. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 14 septembre 2016 fixant les rétributions pour l'exécution des formalités hypothécaires et pour la délivrance des copies et des certificats, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 2016, les mots « et à l'article 45 de la loi du 21 août 1879 contenant le livre II du Code de commerce (Navigation maritime et navigation intérieure) » sont abrogés.

Art. 10. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 2016, est abrogé.

Art. 11. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au deuxième alinéa, les mots « articles 1 et 3 » sont remplacés par les mots « l'article 1^{er} »;
- 2° le dernier alinéa est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 2017.

Art. 13. Notre ministre qui a la mobilité maritime dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre de la Mobilité,
Fr. BELLOT

Le Secrétaire d'État à la Mer du Nord,
Ph. DE BACKER

Art. 6. In hetzelfde besluit worden de woorden "de bewaring der scheepshypotheken", telkenmale vervangen door de woorden "het Belgisch scheepsregister".

Art. 7. In artikel 12, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden "te Antwerpen" opgeheven.

Art. 8. In artikel 30, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden "te Antwerpen" opgeheven.

Art. 9. In artikel 2, eerste lid van het koninklijk besluit van 14 september 2016 tot vaststelling van de retributies voor de uitvoering van de hypothecaire formaliteiten en voor de aflevering van de afschriften en getuigschriften, gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 december 2016, worden de woorden "en in artikel 45 van de wet van 21 augustus 1879 houdende boek II van het Wetboek van koophandel (Zeevaart en binnenvaart)" opgeheven.

Art. 10. Artikel 3 van het hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 december 2016, wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het tweede lid worden de woorden "de artikelen 1 en 3" vervangen door de woorden "artikel 1";
- 2° het laatste lid wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2017.

Art. 13. De minister die bevoegd is voor maritieme mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister van Mobiliteit,
Fr. BELLOT

De Staatssecretaris voor Noordzee,
Ph. DE BACKER

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2016/206514]

2 FEVRIER 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant exécution de l'article 35, § 2, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, l'article 35, § 2, inséré par la loi du 27 décembre 2005;

Vu la loi du 10 juillet 2016 portant affectation de nouvelles missions de perception et intégration de certaines missions et d'une partie du personnel de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale à l'Office National de Sécurité Sociale et réglant certaines matières relatives à Famifed et au Service fédéral des Pensions, l'article 46;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant exécution de l'article 35, § 2, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 2015;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale du 28 septembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 octobre 2016;

Vu l'accord de la Ministre du Budget du 10 novembre 2016;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2016/206514]

2 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 tot uitvoering van artikel 35, § 2, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, artikel 35, § 2, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005;

Gelet op de wet van 10 juli 2016 tot toewijzing van nieuwe inningstaken aan en tot integratie van sommige opdrachten en een deel van het personeel van de Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels in de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid alsmede tot regeling van diverse aangelegenheden met betrekking tot Famifed en de Federale Pensioendienst, artikel 46;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 tot uitvoering van artikel 35, § 2, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juni 2015;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid van 28 september 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 oktober 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 10 november 2016;